

N°7522 – Débat d'orientation

Date : 02.04.2020

Dépôt : Carlo BACK



## MOTION

### « Financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat »

#### La Chambre des Députés

Vu d'une part

- la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructures ;
- la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics ;

Vu d'autre part

- l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructures du 22 mars 2001 ;
- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité ;
- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructures dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre ;

Vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructures adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « grands projets d'infrastructures Travaux publics » du 23 octobre 2008 ;

Considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002 ;

Vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructures susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros ;

Vu la liste des projets d'infrastructures susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) à charge du Département des Travaux publics et du Département de la Mobilité et des transports du Ministère, présentée lors de la réunion du 6 février 2020 de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics ;

Considérant que suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et de la Société nationale des chemins de fer

luxembourgeois, la Commission de la Mobilité et des Travaux publics a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée ;

Marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2020 afin de garantir les objectifs suivants :

**A. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics administratifs**

1. Transformation Bireler Haff - Section canine de la Douane
2. Police et bâtiment administratif à Wiltz - Nouvelle construction
3. Bâtiment administratif et piscine du Lycée à Grevenmacher
4. Château de Senningen - Mise en sécurité du site et aménagement parking
5. Château de Senningen - Nouvelle construction du bâtiment pour le Centre de communications du Gouvernement
6. Ecole de Police à Verlorenkost
7. Rondes à Luxembourg – 2<sup>e</sup> phase
8. Stand de tir au Bleesdall
9. Camp militaire au Waldhaff
10. Centre de jeunesse à Hollenfels
11. Logements pour jeunes dans l'ancien séminaire et construction d'une structure d'accueil pour l'enseignement fondamental au Limpertsberg

**B. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics scolaires**

12. Lycée Nic Biever à Dudelange – Extension de l'annexe Alliance
13. Athénée de Luxembourg – Assainissement du hall des sports
14. Sportlycée – Nouvelle construction à Mamer
15. Ecole européenne agréée – Nouvelle construction à Junglinster

**C. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux**

16. Maison d'enfants de l'Etat – Structure d'encadrement à Schiffflange
17. Structure d'accueil pour demandeurs de protection internationale - Route d'Arlon à Luxembourg
18. Infrastructures de descente pour poissons - Barrage de Rosport

**D. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds des Routes**

19. PC8 entre Belval et Esch-sur-Alzette avec ouvrages OA1498/OA1499
20. CR329/CR329A/N26A dans le cadre du projet « Wunne mat der Wooltz » (Friche industrielle à Wiltz)
21. CR189/CR190 à Dudelange dans le cadre du projet « Nei Schmelz »
22. Remplacement d'un pont à Colmar-Berg - OA232
23. Réaménagement de l'échangeur Cargo-Center
24. Bande de covoiturage sur la bande d'arrêt d'urgence sur la A6
25. Renaturation de la Pétrusse

**E. En ce qui concerne le champ d'intervention relatif à l'article budgétaire 50.8.73.070**

26. Construction d'un dépôt de carburant aviation à l'aéroport de Luxembourg

**F. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail**

27. Gare de Luxembourg – Adaptation du parvis dans le cadre de la desserte par le tram
28. Gare de Luxembourg – Aménagement d'un parking à vélos souterrain à grande capacité
29. Gare de Rodange – Réaménagement de la tête ouest
30. Construction d'un nouveau Centre de remisage et de maintenance (CRM) à Rodange, CRM Sud phases 1 & 2
31. Construction d'un nouveau bâtiment pour les équipes et ateliers du Service Maintenance Infrastructure sur le site de Luxembourg
32. Réaménagement du bâtiment administratif existant du Service Maintenance Infrastructure à Luxembourg
33. Ligne de Luxembourg à Troisvierges et antennes – Modernisation du réseau des téléphones de service en campagne
34. Ligne de Luxembourg à Wasserbillig – Déplacement du point d'arrêt Mertert

Signatures :

  
 C. BACK

  
 D. Bianceau

  
 RAES

  
 REY

  
 Claude LANSTEN

  
 David Wagner

  
 J. Engel